

Cote du document: EB 2015/LOT/G.27
Date: 30 novembre 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Forum rural mondial pour le projet intitulé "Au-delà de l'AlAF 2014: appui aux comités nationaux de l'agriculture familiale"

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Jean-Philippe Audinet
Spécialiste technique principal
téléphone: +39 06 5459 2305
courriel: j.audinet@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du Bureau
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Recommandation pour approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	1
Annexe	
Au-delà de l'AIAF 2014: appui aux comités nationaux de l'agriculture familiale	3
Appendice	
Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)	

Sigles et acronymes

AIAF	Année internationale de l'agriculture familiale
AMARC	Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires
CDI	Comité directeur international
CLAEH	Centre latino-américain pour l'économie humaine
CNAF	Comité national de l'agriculture familiale
FRM	Forum rural mondial
MERCOSUR	Marché commun du Sud

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Forum rural mondial pour le projet intitulé "Au-delà de l'AIAF 2014: Appui aux comités nationaux de l'agriculture familiale", telle qu'elle figure au paragraphe 5.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Forum rural mondial pour le projet intitulé "Au-delà de l'AIAF 2014: appui aux comités nationaux de l'agriculture familiale"

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé d'octroyer un don du FIDA d'un montant de 1 million d'USD au titre du guichet mondial/régional au Forum rural mondial pour le projet intitulé "Au-delà de l'AIAF 2014: appui aux comités nationaux de l'agriculture familiale" (CNAF). La proposition de don figure en annexe au présent rapport.
2. Les dons du FIDA ont pour but d'élargir et de valoriser significativement le soutien apporté à l'agriculture paysanne et à la transformation du monde rural, contribuant de la sorte à l'éradication de la pauvreté rurale, au développement de l'agriculture durable ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la nutrition à l'échelle mondiale. Pour atteindre ces objectifs, les dons du FIDA doivent respecter les trois principes fondamentaux suivants: i) apporter une contribution significative à un bien public national, régional ou mondial en rapport avec le mandat du FIDA; ii) se concentrer sur les interventions pour lesquelles le financement sous forme de dons offre clairement une valeur ajoutée et un avantage comparatif par rapport aux prêts ordinaires; et iii) ne pas se substituer aux ressources ordinaires du budget administratif du FIDA.
3. Les objectifs du financement du FIDA sous forme de dons sont les suivants: i) promouvoir des démarches et des technologies innovantes, utiles aux pauvres et se prêtant à une reproduction à plus grande échelle pour accroître l'impact; ii) renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires; iii) accentuer le plaidoyer et l'engagement dans les politiques; et iv) générer des savoirs et les partager au profit de l'impact de développement. Les populations rurales pauvres et leurs organisations devraient être au cœur de chaque proposition de don afin que le FIDA remplisse son mandat en aidant ces populations à améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition, à accroître leurs revenus et à renforcer leur résilience.
4. Le projet proposé est conforme au but stratégique et aux objectifs du financement du FIDA sous forme de dons, tels qu'ils sont énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons. Le projet va dans le sens de la ligne d'action prioritaire n° 3¹ pour 2015: autonomisation des organisations paysannes et des organisations des peuples autochtones.

Deuxième partie – Recommandation

5. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

¹ Conformément à la Politique du FIDA en matière de dons: procédures de mise en œuvre (EB 2015/114/INF.5), une note annuelle sur l'orientation stratégique, alignée sur l'orientation stratégique institutionnelle relative aux dons et préparée par la direction, fixe les lignes d'action prioritaires pour l'année en question.

DÉCIDE que le Fonds, dans le but de financer en partie le projet intitulé "Au-delà de l'AIAF 2014: appui aux comités nationaux de l'agriculture familiale", accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1,0 million d'USD) au Forum rural mondial, à l'appui d'un projet de 42 mois. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Au-delà de l'AIAF 2014: appui aux comités nationaux de l'agriculture familiale

I. Généralités

1. L'Organisation des Nations Unies a proclamé 2014 Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF) afin de reconnaître la place de l'agriculture familiale dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale. Les objectifs de l'AIAF 2014 étaient de soutenir l'élaboration de politiques favorables à l'agriculture familiale durable, de mieux faire percevoir son importance, de mieux comprendre les besoins des exploitants familiaux et de créer des synergies entre les partenaires. Le FIDA a joué un rôle important dans l'AIAF 2014, en sa qualité de membre du Comité directeur international de l'AIAF (CDI), en fournissant un appui financier à la création de comités nationaux et à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour soutenir son rôle de coordination mondiale. Le FIDA s'est aussi engagé directement au niveau national. À la fin de 2014, les membres nationaux et institutionnels du CDI ont adopté le document intitulé L'Héritage de l'Année internationale de l'agriculture familiale 2014 et les prochaines étapes, qui stipule que "les comités nationaux de l'Année internationale de l'agriculture familiale 2014 sont encouragés à poursuivre leurs travaux après 2014. S'appuyant sur leur expérience, les gouvernements et les autres acteurs concernés sont encouragés à mettre en place des plateformes permanentes des diverses parties prenantes favorisant le dialogue politique sur l'agriculture familiale aux niveaux national et régional." Le document indique également que "les organismes dont le siège est à Rome [...] devraient considérer l'agriculture familiale comme partie intégrante permanente de leur programme".
2. Conformément à cette déclaration, le projet proposé fait fond sur les résultats obtenus par l'AIAF 2014 au niveau national et, en particulier, sur la création des comités nationaux de l'agriculture familiale (CNAF) pour soutenir l'amélioration des politiques en faveur des petits agriculteurs et des exploitants familiaux. Cette proposition répond également à la demande du Forum paysan présentée lors de la session du Conseil des gouverneurs du FIDA en février 2014: "La facilitation du dialogue politique entre les gouvernements et les organisations paysannes est la priorité absolue au niveau des pays."
3. Les CNAF regroupent des centaines d'institutions nationales, notamment des ONG et des organisations de producteurs, mais aussi des universités et des institutions gouvernementales. Ils ont été mis en place dans plus de 50 pays dont 35 États emprunteurs du FIDA. Leur but est de promouvoir le rôle joué par l'agriculture familiale dans l'économie nationale et d'améliorer les politiques l'encadrant. Des objectifs spécifiques et les actions et campagnes de plaidoyer y afférentes sont décidés par chaque CNAF en fonction du contexte national, mais sont généralement liés à l'accès aux marchés locaux et régionaux, au crédit, aux technologies appropriées et aux ressources naturelles, ainsi qu'au renforcement des organisations d'agriculteurs familiaux et du rôle des femmes et des jeunes. Tous les CNAF mis en place en 2014 ont décidé de poursuivre leurs travaux pendant dix ans d'agriculture familiale (AIAF+10), et de nouveaux CNAF ont été créés au cours des premiers mois de 2015 (Bénin, Ghana, Guinée-Bissau et Madagascar).

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Cette proposition contribue à deux des objectifs de la nouvelle Politique du FIDA en matière de dons: renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires; et accentuer le plaidoyer et l'engagement dans les politiques. Elle contribuera également à générer et partager des savoirs au profit de l'impact en matière de développement et est conforme à l'engagement souscrit par la

Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA d'accroître la participation du Fonds à l'élaboration des politiques au niveau national.

5. Le projet va dans le sens de la ligne d'action prioritaire n° 3 pour 2015 – autonomisation des organisations paysannes et des organisations des peuples autochtones – dans la mesure où il offre un soutien continu aux CNAF qui participent aujourd'hui à l'AIAF+10. Ces activités exploitent les succès obtenus par l'AIAF 2014 et financeront un fonds de stimulation compétitif pour appuyer les initiatives de concertation sur les politiques et de sensibilisation des CNAF, existants et nouveaux, dans les pays en développement avec des activités de gestion des savoirs connexes.
6. Parmi les institutions internationales, le FIDA est le principal soutien de la célébration de l'AIAF 2014 au niveau des pays et, en particulier, des comités nationaux. En sa qualité de membre du CDI, le Fonds a approuvé L'Héritage. Le financement sous forme de dons est le seul instrument dont dispose le Fonds pour acheminer des ressources vers les CNAF par le biais d'un fonds de stimulation compétitif mondial.

III. Projet proposé

7. L'objectif global du projet est de renforcer les cadres nationaux en termes de politiques et d'institutions dans une optique de développement de l'agriculture paysanne et familiale dans un certain nombre d'États emprunteurs du FIDA. Les objectifs du projet sont les suivants:
 - renforcer les capacités des CNAF, existants ou nouveaux, pour atteindre leurs objectifs relatifs à la réforme des politiques et des institutions sur la base de propositions spécifiques sélectionnées par voie d'appel à la concurrence internationale;
 - établir des plateformes nationales, permanentes et inclusives de concertation sur les politiques en faveur de l'agriculture familiale; et
 - promouvoir les échanges internationaux et Sud-Sud de savoirs sur les politiques qui donnent de bons résultats pour les agriculteurs familiaux, notamment par le biais de la plateforme de connaissances sur l'agriculture familiale créée par la FAO et le FIDA en 2014.
8. Le groupe directement visé par le projet est celui des organisations membres des CNAF. Les groupes cibles indirects sont les millions d'hommes et de femmes qui travaillent dans de petites exploitations agricoles familiales, y compris les jeunes, dans les pays en développement où un CNAF a été mis en place et qui profiteront des changements dans les politiques entrepris ou opérés avec l'appui du projet. Des critères spécifiques concernant les questions relatives à l'égalité entre les sexes et aux jeunes ruraux sont inclus dans les critères de sélection des initiatives des CNAF qui seront soutenues.
9. Le projet durera 42 mois et comportera deux composantes:
 - i. Soutien des initiatives des CNAF (fonds de stimulation): 80% du coût total du projet. Les dons financeront un certain nombre de "sous-projets" des CNAF présentés au fonds de stimulation (4 à 5 dons par an). Les CNAF devront contribuer à hauteur d'au moins 20% du coût de leurs propositions.
 - ii. Appui à l'exécution, apprentissage et partage des savoirs: 12% du coût total. Cette composante inclura les conseils techniques, la facilitation et la mise en réseau assurés par le directeur du projet (y compris les missions dans le pays pour la moitié environ des sous-projets sélectionnés), le suivi et le bilan, la documentation et la diffusion des exemples de réussite.

IV. Produits escomptés

10. Les principaux produits du projet au niveau national seront des politiques, réglementations, dotations budgétaires et programmes nationaux, nouveaux ou améliorés, soutenant le développement de l'agriculture familiale. Compte tenu du fait que le projet est un fonds de stimulation compétitif, les produits spécifiques dépendront des propositions présentés par les CNAF et retenus en fonction de critères prédéfinis (qui comprendront une contribution à la reproduction à plus grande échelle des projets d'investissement réussis du FIDA). Le projet contribuera également à la création de nouveaux CNAF et à l'institutionnalisation de mécanismes permanents de concertation sur les politiques. Au niveau international, il contribuera au dynamisme de la campagne mondiale AIAF+10, aux connaissances mondiales sur l'agriculture familiale et au maintien de l'agriculture familiale au premier rang des priorités politiques.

V. Modalités d'exécution

11. Faisant suite à un appel à propositions compétitif et à la sélection du bénéficiaire du don, et en tenant compte du succès d'un précédent don, le projet sera exécuté par le secrétariat exécutif du Forum rural mondial (FRM), de concert avec le Centre latino-américain pour l'économie humaine (CLAEH), l'Institut africain pour le développement économique et social (INADES) - Formation international et l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC). Le FRM dirigera le projet et agira en qualité de bénéficiaire officiel du don au nom du consortium.
12. Réseau international œuvrant en faveur de l'agriculture familiale et du développement rural durable, le FRM regroupe des fédérations paysannes, des organisations rurales et des centres de recherche agricole d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Europe et d'Océanie. Le consortium repose sur l'idée que le FRM continuera de coordonner l'appui international aux comités nationaux. Le CLAEH/programme FIDA-MERCOSUR² participe depuis le début à la campagne pour l'AIAF 2014 et a été une des principales parties prenantes à sa promotion en Amérique latine. L'INADES - Formation international a une grande expérience du soutien des initiatives paysannes et dispose de bureaux dans dix pays africains. Il apportera une valeur ajoutée en facilitant le regroupement à long terme des CNAF africains. L'AMARC est une ONG internationale au service du mouvement des radios communautaires, composée de près de 4 000 membres et associés. Le FRM a signé un accord de collaboration avec l'AMARC pour favoriser la constitution de réseaux entre les CNAF et les radios communautaires. Sensibiliser les agriculteurs familiaux est l'un des objectifs prioritaires des CNAF, et la radio communautaire est un outil très efficace pour communiquer avec eux au niveau local.
13. Le FRM rendra compte au FIDA de la gestion et de la coordination du projet et de l'administration des fonds du don. Il coordonnera et encadrera les partenaires du consortium, et sera responsable de la gestion globale et de la coordination du projet, de la gestion du fonds de stimulation et des sous-bénéficiaires des initiatives retenues, de la coordination de l'appui à l'exécution apporté aux CNAF, du partage des savoirs et de l'établissement de réseaux, de la préparation des demandes de retrait annuels adressées au FIDA, du suivi régulier des activités, et de la préparation des rapports techniques et financiers. Des accords d'exécution seront signés entre le FRM et chacun des partenaires du consortium. Un comité de coordination du projet se réunira tous les mois (par téléconférence) pour coordonner les activités. Ce comité évaluera l'état d'avancement du projet et les stratégies de mise en œuvre, et planifiera les activités pour la période suivante. En

² En 2012, le FIDA a approuvé un nouveau don destiné à assurer la continuité de son programme en appui au Marché commun du Sud (MERCOSUR). Il s'agissait d'un nouveau mandat et, bien qu'il soit complémentaire au mandat existant, il est indépendant de celui-ci. Dans ce cas, le financement ne va plus au MERCOSUR, mais au CLAEH.

outre, des mémorandums d'accord seront signés entre le FRM et les bénéficiaires des dons subsidiaires (CNAF) pour la mise en œuvre des initiatives des CNAF retenues.

14. La participation du gouvernement et la responsabilité dans l'acquittement de ses engagements sont au cœur de la proposition de don, et la faisabilité des propositions sera prise en considération pendant le processus de sélection. La présence d'un observateur du FIDA au comité de sélection garantira que les liens avec les programmes de pays du FIDA seront effectivement pris en compte dans le processus de sélection. L'observateur du FIDA consultera les chargés de programme de pays (CPP) et les bureaux de pays du FIDA concernés avant la sélection des sous-bénéficiaires, et informera le comité de sélection en conséquence. L'observateur veillera également à ce que les CPP et les bureaux de pays du FIDA soient rapidement informés des décisions du comité de sélection.
15. Le FRM présentera au FIDA des états de dépenses non vérifiés semestriels et fera en sorte que les comptes du projet soient vérifiés tout au long de la période d'exécution du projet; il fournira à cet effet au FIDA des lettres d'opinion distinctes portant sur les états de dépenses transmis au Fonds, établies en bonne et due forme par un commissaire aux comptes indépendant. Les états de dépenses et les rapports d'audit porteront sur l'ensemble du projet et présenteront un état consolidé des dépenses engagées par le bénéficiaire et, le cas échéant, par les partenaires d'exécution. Toutefois, le bénéficiaire assumera seul, en dernier ressort, la responsabilité de la gestion des fonds du don et des rapports financiers adressés au FIDA. En outre, le bénéficiaire fera vérifier chaque année sa comptabilité institutionnelle par un commissaire aux comptes indépendant, conformément aux Normes internationales d'audit, et il transmettra au FIDA une copie de ses états financiers vérifiés faisant notamment référence au don du FIDA, dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice budgétaire.

VI. Coût et financement indicatifs du projet

16. Le coût total du projet, qui est estimé à 2 050 000 USD, sera financé à hauteur de 1,0 million d'USD (49% du coût total) par un don du FIDA, de 750 000 USD par les partenaires et les cofinanceurs: le FRM, l'Agence basque de coopération au développement (ABCD), la Coalition internationale pour l'accès à la terre et le CLAEH (ce dernier octroyant 100 000 USD pour le fonds de stimulation provenant d'un autre don du FIDA au programme FIDA-MERCOSUR) et de 300 000 USD par des contributions des CNAF retenus (14% du coût total). Les contributions des CNAF sous-bénéficiaires ne sont pas incluses dans la ventilation du budget et le plan de financement ci-après, puisque les CNAF n'ont pas encore été sélectionnés et que leurs fonds de contrepartie ne seront pas gérés par le FRM.
17. Il est prévu que le budget global du projet sera utilisé sur une période de 42 mois. La composante 1 représente 80% du coût total du projet, tandis que la composante 2 est estimée à 12%. Les 8% restants seront alloués aux frais administratifs et généraux.

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en USD)

<i>Composante</i>	<i>FIDA</i>	<i>FRM</i>	<i>ABCD et autres</i>	<i>CLAEH*</i>	<i>Total</i>
Composante 1					
Soutien des initiatives des CNAF	864 000	48 000	500 000	100 000	1 512 000
Composante 2					
Appui à l'exécution, apprentissage et partage des savoirs	136 000	102 000	0	0	238 000
Total	1 000 000	150 000	500 000	100 000	1 750 000

* La contribution du CLAEH est elle-même financée par un autre don du FIDA au programme FIDA-MERCOSUR.

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>FRM</i>	<i>ABCD et autres</i>	<i>CLAEH</i>	<i>Total</i>
1. Dons aux CNAF	800 000	0	500 000	100 000	1 400 000
2. Frais de voyage/indemnités journalières de subsistance	49 500	25 000	0	0	74 500
3. Consultants/assistance technique	70 500	30 000	0	0	100 500
4. Publication/traduction	0	35 000	0	0	35 000
5. Frais généraux/frais de gestion	80 000	60 000	0	0	140 000
Total	1 000 000	150 000	500 000	100 000	1 750 000

Objectives-hierarchy		Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	To improve the national policy and institutional frameworks for the development of smallholder and family farming in selected IFAD borrowing countries	Nb of new or improved policy, regulation, budget allocation, institutional reforms, consultation processes and national programs for family farming	Official documents	
Objectives	<ul style="list-style-type: none"> - Strengthening the capacity of existing or new NCFF to achieve their policy and institutional change objectives on the basis of specific proposals selected through international competition - Establishment of permanent inclusive national policy dialogue platforms of family farming - South-south and international exchange of knowledge on policy that work for family farmers, including through the global knowledge platform on family farming established by FAO and IFAD on 2014 	<p>Nb of policy demands drawn up</p> <p>Nb of FO's policy demands taken into consideration in national policy processes.</p> <p>Nb of new Programmes, laws and regulations in favour of FF.</p> <p>Nb of NCFFs working as permanent inclusive platforms that promote dialogue between key stakeholders (FOs, CSOs, NGOs, academia, government institutions, and development agencies) to promote public policy improvements in favour of family farming.</p> <p>Nb of institutionalized NCFFs</p> <p>Nb of NCFF's engaged in a knowledge management Network</p> <p>Nb of contents shared with the Knowledge Platform on Family Farming</p> <p>Nb of rural population aware of policy processes in favour of family farming taking place in the benefitting countries</p>	<p>Declarations or policy demand documents</p> <p>Official documents</p> <p>Narrative and financial reports of the supported initiatives</p> <p>List of members of NCFFs</p> <p>Minutes of NCFFs meetings</p> <p>NCFFs' activity reports</p> <p>Official documents</p> <p>List of NCFFs' communication focal points</p> <p>KPFF web portal</p> <p>Radio listeners ratings</p>	<p>Family farming continues on top of the international agendas, through a strong IYFF+10 campaign.</p> <p>Political will of government institutions to dialogue with civil society</p> <p>Producers' organizations and other relevant stakeholders committed to build consensus and join efforts in favor of family farming</p>
Outputs	<p><u>Component 1:</u> Support to NCFF initiatives</p> <p><u>Component 2:</u> Implementation support, learning and knowledge sharing</p>	<p>Establishment of a Challenge Fund with 3 annual calls for proposals open to the NCFFs in IFAD borrowing countries</p> <p>Nb of new NCFFs supported</p> <p>Nb of existing NCFFs supported</p> <p>Additional funding achieved to support NCFFs initiatives</p> <p>Nb of new NCFFs created</p> <p>IO, public institutions, academia and CSOs engaged in the support to NCFF initiatives</p> <p>Nb of official declarations recognizing</p>	<p>Calls for proposals</p> <p>Decision of the ad-hoc selection panel</p> <p>MoUs signed with NCFFs</p> <p>Cofinancing agreements</p> <p>List of members of NCFF</p> <p>Partnership agreements</p> <p>Official declarations</p> <p>NCFF guidelines</p> <p>MoU</p> <p>Collaborative web platform</p>	<p>International Organisations, Research Centers, Consumers associations and other stakeholders maintain their commitment in favour of Family Farming.</p> <p>Donors and funding agencies contributing to the IYFF-2014 still engaged in the process in the next 3 years.</p>

Objectives-hierarchy		Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
		NCFFs NCFFs' coordination tools implemented	Common materials NCFF data base NCFFs encounters	
Key Activities	<p><u>Component 1:</u></p> <p>1.1 Design of the Challenge Fund's Guidelines</p> <p>1.2 Launch of annual Calls for Proposals</p> <p>1.3 Analysis of proposals</p> <p>1.4 Constitution of an ad-hoc Selection Committee</p> <p>1.5 Signature of MOUs</p> <p><u>Component 2:</u></p> <p>2.1 Technical advice, facilitation and networking (Plan to promote the recognition of NCFFs by governments and the institutionalization of NCFFs, making the database simpler and more efficient and others, as detailed in page 9 of Appendix B)</p> <p>2.2 NCFFs' knowledge management network</p> <p>2.3 Collaboration with The Family Farming Knowledge Platform (FFKP) and IFAD Farmers Forum website</p> <p>2.4 Community radio programs</p> <p>2.5 Publication of writing and audiovisual materials</p>	<p>The Challenge Fund is managed on the basis of transparency, open competition and clear rules</p> <p>3 annual Calls for Proposals are launched</p> <p>3 ad hoc selection Committee meetings</p> <p>4-5 proposals selected in each Call</p> <p>NCFFs' coordination tools</p> <p>In country missions to all selected projects</p> <p>Stock taking, monitoring and report system</p> <p>Nb of NCFF with communication focal points</p> <p>Nb of contents posted by NCFFs in the web www.familyfarmingcampaign.net</p> <p>At least 1 NCFFs' supported initiative is monthly disseminated via the WRF's webpage, newsletter and social network accounts.</p> <p>At least 1 article posted in the FFKP every 3 months</p> <p>At least 1 article posted in the Farmers Forum website per year</p> <p>Two community radio programs in each benefiting country</p> <p>1 Video on NCFFs' initiatives</p> <p>At least 3 NCFFs' common materials</p> <p>Final Publication on successful cases</p>	<p>Document on the Challenge Fund Guidelines</p> <p>Calls for proposals</p> <p>Decision of the ad-hoc selection panel</p> <p>MoUs signed with NCFFs</p> <p>NCFF guidelines</p> <p>MoUs</p> <p>Collaborative web platform</p> <p>Common materials</p> <p>NCFF data base</p> <p>NCFFs encounters</p> <p>Meetings with relevant stakeholders</p> <p>Mission reports</p> <p>Collected data, narrative and financial reports</p> <p>List of NCFF focal points</p> <p>Website</p> <p>Website visits, number of followers and friends.</p> <p>Newsletter</p> <p>FFKP webpage</p> <p>Farmers Forum website</p> <p>Radio programs</p> <p>Video</p> <p>Materials</p> <p>Publication</p> <p>Mailing</p> <p>Websites, social network</p>	